

❖ Qui est responsable du traitement ?

Le responsable du traitement est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui a le pouvoir de décider de la création d'un traitement de données à caractère personnel et en détermine les finalités et les moyens.

❖ Qui peut saisir la CIL ?

- Toute personne concernée en cas de non-respect des dispositions de la Loi 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- Tout responsable du traitement pour avis ou demande de conseil ;
- La CIL peut aussi s'auto-saisir.

❖ Comment saisir la CIL ?

- Par voie de plainte, de réclamation ou de pétition pour les personnes concernées ;
- Par voie de correspondance administrative pour tout responsable du traitement.

❖ Qui sont nos partenaires ?

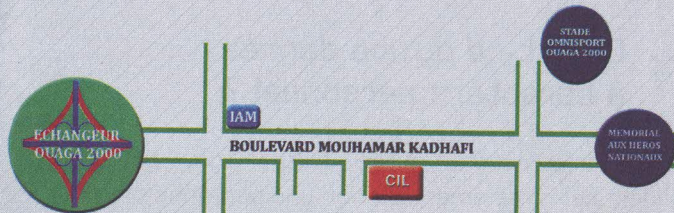
La Commission Nationale de l'informatique et des Libertés (CNIL/France) ;

L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF/France) ;

L'Association Francophone des Autorités de Protection de Données Personnelles (AFAPDP) :

Toutes les autorités de protection de données personnelles, membres de l'AFAPDP (Belgique, Benin, Suisse, Canada, Maroc, etc.).

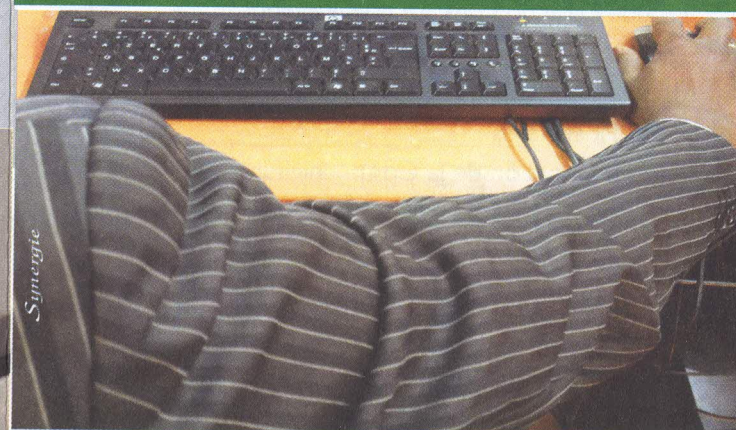
Où sommes-nous situés ?



Boulevard Mouammar Kadhafi Immeuble NASSA B
01 BP 1606 Ouagadougou 01
Tél. +226 50 37 70 90
E.mail : infos@cil.bf
Site web : www.cil.bf
Burkina Faso



Commission
de l' Informatique
et des Libertés



❖ Qui sommes-nous ?

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) est une Autorité administrative indépendante, créée par la Loi N° 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

La commission est composée d'un collège de neuf (09) membres nommés en conseil des ministres ainsi qu'il suit :

- 1 du pouvoir exécutif,
- 2 du pouvoir législatif,
- 2 du pouvoir judiciaire,
- 2 au titre des associations nationales oeuvrant dans le domaine des Droits Humains et
- 2 au titre des associations nationales des professionnels de l'informatique.

Elle est dirigée par un président nommé par le Chef de l'Etat parmi les membres. Il est secondé par un Vice-président élu par ses pairs.

La Commission, pour son fonctionnement s'appuie sur les services administratifs suivants :

- a. un Secrétariat général ;
- b. une Direction de l'Expertise Technique et du Contrôle ;
- c. une Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux ;
- d. une Direction des Affaires Administratives et Financières ;
- e. une Direction de la Communication et des Relations Publiques.

❖ Quelles sont nos missions ?

- **Inform**er les personnes de leurs droits et obligations en matière de traitement de données à caractère personnel ;
- **Réguler** en veillant au respect des formalités préalables à tout traitement de données à caractère personnel ;
- **Contrôler** la conformité des traitements aux dispositions de la loi N° 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- **Protéger** les droits des personnes ;
- **Anticiper** en proposant au Gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des TIC.

❖ Qu'est-ce qu'une donnée à caractère personnel ?

Toute information, quelle qu'elle soit, qui permet d'identifier directement ou non une personne physique. Constituent des données à caractère personnel : les noms, prénoms, date de naissance, adresse, numéro de carte bancaire, groupe sanguin, adresse électronique, numéro de plaque d'immatriculation, etc.

❖ Qui est la personne concernée par le traitement ?

La personne concernée est la personne physique dont les données à caractère personnel ont été collectées et font l'objet de traitement.

❖ Qu'est-ce qu'un traitement de données personnelles ?

C'est toute forme de manipulation ou ensemble d'opérations, automatisés ou non que l'on peut faire avec des données personnelles : la collecte des données, la conservation, l'utilisation, la consultation, la modification, la communication, la suppression, le transfert, etc.

❖ Quel est le champ de compétence de la CIL ?

- Tous les traitements automatisés ou non de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans les fichiers dont le responsable est établi sur le territoire du Burkina Faso, ou, sans y être établi, recourt à des moyens de traitements qui y sont situés.
- Les traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé.

N B : sont exclus :

- les traitements de données utilisées par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles ou domestiques ;
- les données qui ne sont utilisées qu'à des fins de transit ;
- les copies temporaires faites dans le cadre des activités techniques de transmission et de fourniture d'accès à un réseau numérique en vue du stockage automatique intermédiaire et transitoire de données, à seule fin de permettre à d'autres destinataires du service le meilleur accès possible aux informations ;
- les autres traitements dans le domaine de la santé.